

Procédure de conciliation

Vérifié le 01 janvier 2025 - Entreprendre Service Public / Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre)

Pour sortir d'une situation de crise et rebondir rapidement, l'entreprise en difficulté peut utiliser la procédure de conciliation. Elle permet de trouver rapidement un accord amiable entre l'entreprise et ses principaux créanciers (fiscaux, sociaux, bailleurs, grands fournisseurs, banquiers, etc.) avec l'aide d'un conciliateur. Cette procédure reste confidentielle sauf si le chef d'entreprise demande l'homologation de l'accord de conciliation.

Quelles sont les conditions d'ouverture d'une procédure de conciliation ?

La procédure de conciliation est applicable lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- L'entreprise rencontre une difficulté juridique (par exemple, litige entre associés), économique (par exemple, perte d'un marché) ou financière (par exemple, non-paiement d'un client). Cette difficulté peut être existante ou prévisible.
- L'entreprise n'est pas en situation de cessation des paiements ou se trouve en cessation des paiements depuis moins de 45 jours.

À savoir

Cette procédure ne s'applique pas aux agriculteurs. Ils bénéficient d'une procédure spécifique appelée *règlement amiable*.

Comment demander la désignation d'un conciliateur ?

Le chef d'entreprise formule une demande écrite d'ouverture de conciliation appelée *requête* au président du tribunal.

Le tribunal compétent dépend de la nature de l'activité et du lieu d'exercice :

Activité commerciale ou artisanale

Pour faire une demande (appelée *requête*) d'ouverture de procédure de conciliation, il faut **remplir le document** suivant :



Requête aux fins d'ouverture d'une procédure de conciliation (<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42714>)

À savoir

Seul le dirigeant de l'entreprise peut demander l'ouverture d'une procédure de conciliation.

La requête doit indiquer les **éléments suivants** :

- Situation économique, financière et sociale de l'entreprise
- Plan de financement et compte de résultat prévisionnels
- Besoins de financements et, le cas échéant, les moyens d'y faire face
- Mesures de redressement envisagées
- Délais de paiement ou remises de dettes permettant la mise en œuvre de ces mesures.

À noter

Lorsque l'entreprise est en cessation des paiements Situation où la trésorerie dont l'entreprise dispose n'est plus suffisante pour régler ses dettes. Dans ce cas, l'entreprise doit effectuer une déclaration de cessation des paiements, appelée dépôt de bilan, auprès du tribunal de commerce ou du tribunal judiciaire., le chef d'entreprise ou le dirigeant doit en préciser la date dans la requête.

Les **documents à joindre** à la requête sont les suivants :

- Extrait Kbis ou attestation d'immatriculation au Registre national des entreprises (RNE)
- État des créances Droit permettant à une personne d'exiger quelque chose d'une autre personne, en général le paiement d'une somme d'argent. Terme souvent utilisé pour désigner la somme due. et des dettes, accompagné d'un échéancier et de la liste des principaux créanciers Personne à qui l'on doit de l'argent ou la fourniture d'une prestation
- État actif et passif des sûretés Mécanisme qui sert à garantir le règlement d'une créance (dette, emprunt bancaire, etc.) en cas d'insolvabilité du débiteur. Il existe 2 types de sûretés : les sûretés réelles lorsque la garantie repose sur un bien (hypothèque, nantissement, gage) et les sûretés personnelles lorsqu'un tiers se porte garant (cautionnement).
- État actif et passif des engagements hors bilan (par exemple, opérations de crédit-bail, remises accordées à une entreprise par ses créanciers)
- Comptes annuels, tableau de financement, situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, passif exigible des 3 derniers exercices, si ces documents ont été établis
- Attestation sur l'honneur certifiant l'absence de procédure de conciliation dans les 3 mois précédant la demande
- Déclaration indiquant, si nécessaire, la prise en charge par un tiers des frais de la procédure.

Cette requête doit être déposée ou envoyée en **2 exemplaires** au tribunal de commerce ou au tribunal des activités économiques (TAE).

En effet, depuis le **1^{er} janvier 2025**, les tribunaux de commerce de 12 villes sont remplacés par des **tribunaux des activités économiques (TAE)** pour le traitement des procédures de mandat ad hoc, de conciliation et des procédures collectives Procédure destinée aux entreprises qui ont des difficultés financières. Il existe plusieurs procédures selon la situation de l'entreprise et la gravité des difficultés rencontrées : sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.. Les tribunaux des villes suivantes sont concernés : Avignon, Auxerre, Le Havre, Le Mans, Limoges, Lyon, Marseille, Nancy, Nanterre, Paris, Saint-Brieuc et Versailles.

Le ministère de la Justice met à disposition un simulateur pour connaître le tribunal compétent :



Connaître le tribunal compétent pour les procédures de prévention ou de traitement des difficultés (<https://www.justice.fr/actu/tribunal-commerce-devient-tribunal-activites-economiques#questionnaire>)

À noter

Pour en savoir plus sur les TAE, vous pouvez consulter la page suivante :

Entreprises en difficulté : désignation et instauration des tribunaux des activités économiques
(<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/actualites/A17504>)

Direction de l'information légale et administrative (Dila) - Premier ministre

Pour en savoir plus

Activité libérale

Pour faire une demande (appelée *requête*) d'ouverture de procédure de conciliation, il faut remplir le modèle ci-dessous :



Requête aux fins d'ouverture d'une procédure de conciliation (<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42714>)

À savoir

Seul le dirigeant de l'entreprise peut demander l'ouverture d'une procédure de conciliation.

La requête doit indiquer les **éléments suivants** :

- Situation économique, financière et sociale de l'entreprise
- Plan de financement et compte de résultat prévisionnels
- Besoins de financements et, le cas échéant, les moyens d'y faire face
- Mesures de redressement envisagées
- Délais de paiement ou remises de dettes permettant la mise en œuvre de ces mesures.

À noter

Lorsque l'entreprise est en cessation des paiements Situation où la trésorerie dont l'entreprise dispose n'est plus suffisante pour régler ses dettes. Dans ce cas, l'entreprise doit effectuer une déclaration de cessation des paiements, appelée dépôt de bilan, auprès du tribunal de commerce ou du tribunal judiciaire., l'entrepreneur ou le dirigeant doit en préciser la date dans la requête.

Les **documents à joindre** à la requête sont les suivants :

- Extrait Kbis ou attestation d'immatriculation au Registre national des entreprises (RNE)
- État des créances Droit permettant à une personne d'exiger quelque chose d'une autre personne, en général le paiement d'une somme d'argent. Terme souvent utilisé pour désigner la somme due. et des dettes, accompagné d'un échéancier et de la liste des principaux créanciers Personne à qui l'on doit de l'argent ou la fourniture d'une prestation
- État actif et passif des sûretés Mécanisme qui sert à garantir le règlement d'une créance (dette, emprunt bancaire, etc.) en cas d'insolvabilité du débiteur. Il existe 2 types de sûretés : les sûretés réelles lorsque la garantie repose sur un bien (hypothèque, nantissement, gage) et les sûretés personnelles lorsqu'un tiers se porte garant (cautionnement).
- État actif et passif des engagements hors bilan (par exemple, opérations de crédit-bail, remises accordées à une entreprise par ses créanciers)
- Comptes annuels, tableau de financement, situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, passif exigible des 3 derniers exercices, si ces documents ont été établis
- Attestation sur l'honneur certifiant l'absence de procédure de conciliation dans les 3 mois précédant la demande
- Déclaration indiquant, si nécessaire, la prise en charge par un tiers des frais de la procédure
- Ordre professionnel dont l'entreprise dépend (par exemple, ordre des architectes ou ordre des vétérinaires).

Cette requête doit être déposée au tribunal judiciaire ou au tribunal des activités économiques (TAE) .

En effet, depuis le **1^{er} janvier 2025**, les tribunaux judiciaires de 12 villes sont remplacés par des **tribunaux des activités économiques (TAE)** pour le traitement des procédures de mandat ad hoc, de conciliation et des procédures collectives Procédure destinée aux entreprises qui ont des difficultés financières. Il existe plusieurs procédures selon la situation de l'entreprise et la gravité des difficultés rencontrées : sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.. Les tribunaux des villes suivantes sont concernés : Avignon, Auxerre, Le Havre, Le Mans, Limoges, Lyon, Marseille, Nancy, Nanterre, Paris, Saint-Brieuc et Versailles.

Le ministère de la Justice met à disposition un simulateur pour connaître le tribunal compétent :



Connaître le tribunal compétent pour les procédures de prévention ou de traitement des difficultés
(<https://www.justice.fr/actu/tribunal-commerce-devient-tribunal-activites-economiques#questionnaire>)

Attention

Le tribunal judiciaire est compétent pour les professions réglementées du droit suivantes : avocats, notaires, commissaires de justice, greffiers de tribunal de commerce, administrateurs judiciaires et les mandataires judiciaires.

Pour en savoir plus sur les TAE, vous pouvez consulter la page suivante :

Entreprises en difficulté : désignation et instauration des tribunaux des activités économiques

(<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/actualites/A17504>)

Direction de l'information légale et administrative (Dila) - Premier ministre

Pour en savoir plus

Quelles sont les missions du conciliateur ?



Dès réception de la demande, le président du tribunal convoque le dirigeant de la société ou le chef d'entreprise pour recueillir ses explications.

Lorsque le président du tribunal accepte la demande d'ouverture de la procédure de conciliation, il rend une ordonnance.

Elle précise les éléments suivants :

- Identité du conciliateur

- Objet de la mission
- Rémunération du conciliateur
- Durée de la conciliation.

Désignation du conciliateur

Le conciliateur est désigné par le président du tribunal. Le nom du conciliateur peut être proposé par l'entreprise.

Le plus souvent, le conciliateur est un administrateur judiciaire.

Mission du conciliateur

Le conciliateur assiste le dirigeant ou l'entrepreneur pour mettre en œuvre les solutions permettant d'assurer la continuité de l'entreprise (par exemple, négociation de délais de paiement avec les banques ou avec les fournisseurs).

En accord avec le dirigeant ou l'entrepreneur, le conciliateur élabore un protocole d'accord à négocier avec les créanciers de l'entreprise pour obtenir des délais de paiement ou des remises de dettes.

Durée de la mission du conciliateur

Le conciliateur est désigné pour une durée de 4 mois maximum. Cette durée peut être **prolongée d'un mois** à la demande du conciliateur sans que la durée totale excède 5 mois.

À savoir

Seul le conciliateur a la possibilité de demander au président du tribunal une prolongation de sa mission.

Rémunération du conciliateur

La rémunération du conciliateur est à la charge de l'entreprise. Elle est fixée en accord avec l'entrepreneur ou le dirigeant.

À savoir

La rémunération du conciliateur est établie en fonction de la taille de l'entreprise. Le coût de la rémunération ne doit pas être un obstacle pour l'entreprise.

Comment se déroule la procédure de conciliation ?



Le chef d'entreprise et le conciliateur vont collaborer étroitement pendant la période préparatoire qui doit conduire à un accord de conciliation (également appelé *accord amiable*).

À partir du moment où la procédure de conciliation est déclenchée, les créanciers ne peuvent plus demander le redressement ou la liquidation judiciaire de l'entreprise.

Période préparatoire avant la signature de l'accord

Avec le chef d'entreprise, le conciliateur établit la liste de ceux qui seront invités à participer aux négociations en vue de rechercher un accord. L'objectif de la procédure de conciliation est de parvenir à un accord amiable entre l'entreprise et ses principaux créanciers (par exemple, administration fiscale, organismes sociaux, banque), pour résoudre les difficultés financières rencontrées.

Pendant la négociation de l'accord de conciliation, l'entreprise en difficulté peut obtenir du juge des délais de paiement (dans la limite de 2 ans) à l'égard d'un créancier qui l'a assigné en paiement.

Signature de l'accord de conciliation

L'entreprise en difficulté et les principaux créanciers sont d'accord pour mettre en place certaines mesures : ils vont formaliser l'accord puis le faire constater ou homologuer par le président du tribunal.

L'accord de conciliation permet à l'entreprise en difficulté d'obtenir les éléments suivants :

- Délais de paiement pour les dettes de l'entreprise

- Remises de dettes
- Remises des intérêts et pénalités de retard.

Les créanciers qui ont signé cet accord doivent respecter les délais de paiement prévus. Si l'accord n'est pas respecté par les parties, le tribunal est saisi par un créancier partie à l'accord ou l'entreprise peut prononcer l'annulation de cet accord.

Des délais de paiement peuvent également être accordés pendant la durée de l'exécution de l'accord concernant une créance ne relevant pas de l'accord.

Constatation ou homologation de l'accord de conciliation

Une fois signé, l'accord amiable adopté par les créanciers est :

- Soit constaté par une **ordonnance du président du tribunal**, à la demande des créanciers et de l'entreprise en difficulté. L'accord reste confidentiel.
- Soit **homologué par un jugement** du tribunal à la demande de l'entreprise en difficulté uniquement. La procédure n'est plus secrète.

Constatation de l'accord

Le président du tribunal, à la demande des créanciers et du chef d'entreprise (ou du dirigeant), constate l'accord. Cela permet de donner *force exécutoire* à l'accord, c'est-à-dire qu'il doit être appliqué par les parties.

À savoir

L'accord constaté n'est pas publié. Il reste donc **confidentiel**.

Homologation de l'accord de conciliation

Seul le chef d'entreprise peut demander l'homologation de l'accord au tribunal. Les conditions suivantes doivent être réunies :

- L'entreprise en difficulté n'est pas en cessation des paiements ou l'accord conclu y met fin.
- Les termes de l'accord permettent d'assurer la poursuite de l'activité de l'entreprise.
- L'accord préserve les intérêts des créanciers non signataires.

En effet, l'existence de l'accord homologué est publiée au greffe du tribunal de commerce mais pas son contenu. La procédure n'est donc plus confidentielle.

L'entreprise en difficulté informe le comité social et économique (CSE (<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/F34474>)) de l'accord homologué lorsqu'il en existe un.

Dans le cadre de l'accord homologué, les créanciers qui ont consenti un nouvel apport de trésorerie (ou ont fourni un nouveau bien ou service) ont un *privilège de new money*, c'est-à-dire qu'ils ont un privilège de paiement sur les autres créanciers en cas d'ouverture ultérieure d'une procédure collective.

Ainsi, lorsqu'une procédure collective est ouverte, les créanciers doivent signaler au juge-commissaire qu'ils ont un *privilège de new money*. Ceux-ci ne peuvent pas se voir imposer des délais de paiement, mais ils seront payés après les salariés et après certains frais de justice.

Dans quels cas la procédure de conciliation échoue-t-elle ?



L'échec de la procédure de conciliation résulte soit de l'impossibilité de parvenir à un accord soit de l'inexécution des engagements résultant de l'accord de conciliation.

Impossibilité de parvenir à un accord

Lorsque les créanciers et l'entreprise en difficulté ne parviennent pas à trouver un accord, le conciliateur présente un rapport au président du tribunal.

Ce dernier met **fin à la mission du conciliateur** et à la procédure de conciliation. Cette décision est communiquée au dirigeant de l'entreprise en difficulté et au ministère public.

À savoir

En cas d'échec de la conciliation, les délais, remises de dettes ou encore de sûretés consentis dans le cadre de l'accord disparaissent.

Lorsque la procédure de conciliation a échoué à la suite du refus de certains créanciers de participer à un accord de conciliation, l'entreprise peut recourir à une procédure de sauvegarde accélérée (<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/F38673>) .

L'entreprise peut également recourir à la procédure de sauvegarde classique. Si la situation s'aggrave et qu'elle est en cessation des paiements, elle doit recourir à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Inexécution des engagements prévus dans l'accord de conciliation

Le président du tribunal est saisi par une des parties à l'accord de conciliation. Il peut s'agir d'un créancier ou de l'entreprise en difficulté.

S'il constate que les engagements (par exemple, rééchelonnement des dettes) n'ont pas été exécutés, il peut résilier l'accord.

Quelles sont les différences entre le mandat ad hoc et la conciliation ?



Tableau - Différences entre le mandat ad hoc et la conciliation

	Mandat ad hoc	Conciliation
Cessation des paiements	Non	Ne pas être en cessation des paiements depuis plus de 45 jours
Intervenants	Le mandataire ad hoc est désigné par le président du tribunal compétent. Le chef d'entreprise peut proposer le nom d'un mandataire ad hoc.	Le conciliateur est désigné par le président du tribunal compétent. Le chef d'entreprise peut proposer le nom d'un conciliateur. Le plus souvent, le conciliateur est un administrateur judiciaire.
Durée	Aucune durée maximale	5 mois maximum
Coût	Il est librement déterminé par les parties. Les conditions de la rémunération du mandataire sont fixées par le président du tribunal. Les parties peuvent convenir qu'une partie des frais de conseil des créanciers sera mise à la charge du chef d'entreprise en cas d'accord. Le président du tribunal exerce un contrôle sur la rémunération du mandataire ad hoc.	Il est librement déterminé par les parties. Les conditions de la rémunération du conciliateur sont fixées par le président du tribunal. Les parties peuvent convenir qu'une partie des frais de conseil des créanciers sera mise à la charge du chef d'entreprise en cas d'accord. Le président du tribunal exerce un contrôle sur la rémunération du conciliateur.
Objectif	Mission fixée par le président du tribunal pour résoudre la difficulté rencontrée par le chef d'entreprise	Favoriser la conclusion d'un accord amiable entre le chef d'entreprise et ses principaux créanciers Ou préparer la cession partielle ou totale de l'entreprise (cession pré-négociée)
Confidentialité	Oui	Oui sauf si accord homologué . Dans ce cas, l'existence de l'accord est connue par la publication d'un avis de jugement au Bodacc.
Suspension des poursuites des créanciers	Non	Non, sauf si le président du tribunal a accordé des délais de grâce sur demande du chef d'entreprise
Fin de la procédure	<ul style="list-style-type: none"> • Soit réussite de la mission du mandataire ad hoc (accord entre associés ou avec les créanciers pour échelonner les dettes) • Soit échec de la négociation. Possibilité de s'orienter vers une procédure de conciliation ou une procédure collective 	<ul style="list-style-type: none"> • Soit constat d'accord ou accord homologué avec les créanciers • Soit absence d'accord entre le chef d'entreprise et les créanciers. Le président met fin à la procédure • Possibilité de s'orienter vers une procédure collective

Textes de loi et références

Code de commerce : article L611-4 (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000006235158)

Ouverture de la conciliation pour les professions commerciales et artisanales

Code de commerce : article L611-5 (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000039280323)

Ouverture de la conciliation pour les professions libérales

Code de commerce : article L611-6 (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000044052540)

Nomination du conciliateur

Code de commerce : article L611-7 (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000044052544)

Mission du conciliateur

Code de commerce : article L611-8 (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000028723879)

Constatation ou homologation de l'accord

Code de commerce : article L611-10 (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000019981339)

Effet de l'accord constaté ou homologué

Code de commerce : articles R611-22 à R611-46

(https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000005634379/LEGISCTA000006161525)

Désignation du conciliateur

Code de commerce : article R611-47

(https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000005634379/LEGISCTA000006161526/#LEGISCTA000029175135)

Rémunération du conciliateur

Code rural et de la pêche maritime : articles L351-1 à L351-7-1 (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000045178249)

Procédure spécifique aux agriculteurs

Loi n°2023-1059 du 20 novembre 2023 sur l'orientation et la programmation du ministère de la justice

(https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000048431961)

Article 23 sur l'expérimentation des TAE

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif à l'expérimentation du tribunal des activités économiques

(<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049889657>)

Liste des 12 tribunaux des activités économiques

Services en ligne et formulaires

Requête aux fins d'ouverture d'une procédure de conciliation (<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42714>)

Modèle de document

Connaître le tribunal compétent pour les procédures de prévention ou de traitement des difficultés

(<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R70853>)

Simulateur

Tribunal digital (<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R64054>)

Service en ligne

Consulter le Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (bodacc.fr)

(<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R20462>)

Service en ligne

Voir aussi

Mandat ad hoc (<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/F22290>)

Procédure de sauvegarde d'une société (<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/F22311>)

Procédure de sauvegarde de l'entrepreneur individuel et du micro-entrepreneur

(<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/F37849>)

Procédure de sauvegarde accélérée (<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/F38673>)

Redressement judiciaire d'une société (<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/F37434>)

Redressement judiciaire de l'entrepreneur individuel et du micro-entrepreneur

(<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/F22314>)

Liquidation judiciaire d'un entrepreneur individuel (y compris micro-entrepreneur)

(<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/F22330>)

Liquidation judiciaire d'une société (<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/F37436>)

Foire aux questions : traitement des difficultés de l'entrepreneur individuel

(<https://www.entreprises.gouv.fr/files/files/Actualites/2022/2022-faq-difficultes-entrepreneur-individuel.pdf>)

Direction générale des entreprises (DGE)

Entreprises en difficulté : désignation et instauration des tribunaux des activités économiques

(<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/actualites/A17504>)

Direction de l'information légale et administrative (Dila) - Premier ministre